

Débrayons tous ensemble demain, mercredi 21 mai, entre 11h et 12 h

2000 postes supprimés

Avec la restructuration prévue par la direction, plusieurs milliers d'entre nous (2000) dans de très nombreux établissements de la région parisienne et de province, se retrouveraient avec leur activité totalement transférée et leurs postes supprimés.

La conséquence ? L'obligation pour nous de rechercher un emploi dans notre propre entreprise, d'aller à une antenne « mobilité », être contraints de faire des CV, de se « vendre », comme on dit, lors d'entretiens humiliants ou nous serions en concurrence entre collègues, voire même entre amis. Et puis peut-être aussi s'entendre proposer lors d'un entretien où l'on nous aura dit qu'il n'y a aucun poste pour nous « *Avez-vous songé à un départ négocié ?* ». Tout cela après 20 ou 30 années d'ancienneté voire plus. Et on nous raconte qu'il s'agirait d'un plan de formation !

240 salariés menacés

Et puis, bien plus grave encore, nos collègues, nos camarades de Nice, Reims, Grenoble et Montpellier ont, eux, leurs emplois directement menacés à court terme par la direction qui veut fermer leurs sites sur lesquels ils sont 240 à travailler.

Ah, la direction leur accorde bien la préretraite à 57 ans. Mais combien seraient concernés par cette mesure ? 20%, 25% au maximum. Ceux-là seront sans doute bien contents et on les comprend. Mais que vont devenir les 80 ou 75% qui restent ?

On leur propose d'être reclassés ailleurs. La direction paye le déménagement. Elle donne des primes de mobilité. Oui, mais retrouve-t-elle du travail au conjoint ? Règlera-t-elle le solde l'emprunt pour la maison qu'on a eu tant de mal à acheter et dont il faudra déménager avant même qu'elle soit fini de payer ?

Alors, nos collègues de province concernés se demandent en ce moment, ce qu'ils vont devenir, s'ils ne seront pas chômeurs demain et comment ils feront pour subvenir aux besoins de leurs familles, de leurs enfants.

Tout le monde est touché

Tous les établissements, toutes les délégations seront touchés à des degrés divers par cette restructuration.

Ce plan prévoit une baisse des effectifs partout, dans tous les services (700 emplois supprimés sur trois ans). Qui fera le travail de ceux qui seront partis ? Ceux qui restent et qui sont déjà débordés et sur les nerfs. Ce sont eux qui devront absorber encore et toujours plus de travail comme c'est le cas depuis la fusion de 1999.

Pour le fric !

Nous le savons, Allianz, multinationale de la finance qui a fait 8 milliards d'euros de bénéfices en 2007, veut sans doute avec cette restructuration récupérer, comme tous les trusts, encore plus de dividendes pour une poignée de gros actionnaires. Alors, ça ne passe pas.

Et puis, quand après des dizaines d'années de travail, des années à retrousser nos manches dans les conditions qu'on connaît, ils viennent annoncer à 240 d'entre nous qu'ils vont peut-être perdre leurs emplois et à 2000 autres qu'ils vont perdre leur postes, ça ne passe pas du tout.

**N'acceptons pas de nous laisser traiter comme des pions qu'on déplace
comme on veut ou des citrons qu'ont peut jeter une fois pressés !**

Unis et solidaires, arrêtons tous ensemble le travail demain à 11h.